ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.422/4
DU 26 OCTOBRE 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 7 octobre 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi « relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le règlement (CE) n° 561/2006 », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

Formalités préalables

Conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', l'avant-projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des Gouvernements de région.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements de région et datées, tout comme la demande d'avis, du 5 octobre 2011.

Il revient par conséquent à l'auteur de l'avant-projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

Présentation de l'avant-projet

1. L'avant-projet de loi doit être complété par un arrêté de présentation [1].

2. En outre, il est prématuré d'assortir le texte d'un tel projet d'une formule de promulgation. En conséquence, à la fin de l'avant-projet Il y a lieu de supprimer la phrase « Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur belge ».

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 5.

Observations particulières

Dispositif

Article 1er

1. Dès lors qu'ils confèrent une compétence nouvelle au tribunal de police, les articles 33, § 5 et 38, de l'avant-projet, règlent une matière visée à l'article 77 de la Constitution et non à l'article 78 et doivent dès lors faire l'objet d'un avant-projet de loi distinct.

2. Il en va de même de l'article 40 du projet (article 601*ter*, en projet, du Code judiciaire et articles 10 et 12, en projet, de la loi du 17 avril 1878 'contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale').

À cet égard, il convient de noter que la modification que l'article 40, de l'avant-projet, apporte à l'article 12 de la loi du 17 avril 1878 précitée, doit être coordonnée avec celle prévue à l'article 53, § 3, de l'avant-projet de loi 'relative au transport de marchandises par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil et portant exécution du Règlement (CE) n° 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route', simultanément soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État donné ce jour sous le numéro de rôle 50.421/4 (ci-après l'avis 50.421/4 ou l'avant-projet 50.421/4).

Une solution pourrait être de grouper en un seul avant-projet de loi l'ensemble des dispositions des deux avant-projets examinés sous les numéros de rôle 50.421/4 et 50.422/4 et qui règlent une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Article 2

L'article 2 de l'avant-projet dispose :

« Art. 2. La présente loi s'applique aux transports de voyageurs ci-après :

1° les services occasionnels nationaux et internationaux ;

2° les services réguliers et réguliers spécialisés internationaux ;

3° les transports pour compte propre nationaux et internationaux ».

La question du partage de compétence, entre l'autorité fédérale et les régions, en matière de transports pour compte propre, a déjà été examinée par la Cour constitutionnelle, dans son arrêt n° 117/2010 du 21 octobre 2010 [2].

Les considérants B.3.1 à B.4.3, de cet arrêt, énoncent :

« B.3.1. L'article 6, § 1er, X, alinéa 1er, 8°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993, dispose :

'Art. 6. § 1er. Les matières visées à l'article 107*quater* [actuellement l'article 39] de la Constitution sont :

[…]

X. En ce qui concerne les travaux publics et le transport :

[…]

8° le transport en commun urbain et vicinal, en ce compris les services réguliers spécialisés, les services de taxis et les services de location de voitures avec chauffeur;'.

B.3.2. Dans l'exposé des motifs du projet qui allait devenir la loi spéciale de 1988, il est dit à ce propos :

'La compétence sur les transports urbains et vicinaux par métro, pré-métro ou semi-métro, par tram, trolleybus et autobus, qui est transférée aux Régions comprend plus particulièrement : le statut des sociétés de transport, la conclusion de contrats de gestion, l'infrastructure tant en surface que souterraine, l'organisation de réseaux et les autorisations y afférentes, les tarifs et les réductions tarifaires accordées, les contrats avec les loueurs de services de transport, le mode de calcul de l'indemnité qui leur est payée ainsi que les services de transports régionaux transfrontaliers.

[…]

[2] Portant sur une question préjudicielle relative à la violation ou à l'absence de violation de l'article 6, § 1er, X, alinéa 1er, 8°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réforme institutionnelle', par les articles 2, 3°, et 22 à 24 du décret de la Région flamande du 20 avril 2001 'relatif à l'organisation du transport de personnes par route'.

Il est évident que du point de vue de la coordination des moyens de transport, la compétence d'accorder des autorisations pour les services réguliers spécialisés (transport d'écoliers, de travailleurs, etc …) est également transférée aux Régions.

Comme dans toutes les branches des transports, la réglementation sur l'accès à la profession et au marché d'entrepreneur de transports nationaux et internationaux de personnes par la route (comprenant les conditions de compétence professionnelle, fiabilité, cautionnement et autres exigences de qualité quant aux véhicules) reste de la compétence du Gouvernement national' (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 1988, n° 516/1, pp. 16-17).

Selon le ministre des Communications et des Réformes institutionnelles de l'époque :

'En ce qui concerne ce transport urbain et vicinal, il y a lieu, lors de la régionalisation, de distinguer clairement les services réguliers et les services occasionnels, notions qui ont d'ailleurs une définition européenne. Les services occasionnels désignent, en termes courants, le transport par autocar, dont relèvent aussi les services de ligne internationaux sur de très grandes distances. Tout comme pour le transport des marchandises par la route, il s'agit ici d'un secteur libre, non subventionné, sur lequel la compétence est de nature purement normative, réglementaire et de police. Cette compétence demeure nationale. Ceci concerne par exemple l'accès à la profession, le cautionnement, la sécurité, etc. Cette situation demeure inchangée.

Les services réguliers, par contre, sont totalement régionalisés. Dans ce secteur, il y a lieu de faire la distinction entre le transport public, urbain et vicinal - les services concédés, notamment, relèvent de ce secteur - et les services réguliers spécialisés qui comprennent principalement mais pas uniquement les transports scolaires et de travailleurs' (*Ann.*, Chambre, 29 juillet 1988, pp. 1425-1426).

B.3.3. La distinction entre les 'services réguliers', les 'services réguliers spécialisés' et les 'services occasionnels' est faite dans l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 'relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars', modifié par la loi du 29 juin 1984.

Les 'services réguliers' sont définis à l'article 3, § 1er, de l'arrêté-loi, comme étant :

'ceux qui assurent le transport en commun de personnes effectué selon une fréquence et une relation déterminée, ces services pouvant prendre ou déposer les voyageurs au point terminus éventuellement en cours de route à des arrêts préalablement fixés'.

Par ‘services réguliers spécialisés’ il faut entendre, selon l’article 11, § 1er, de l’arrêté-loi :

‘Quel que soit l’organisateur des transports, […] ceux qui assurent le transport en commun de catégories déterminées de personnes à l’exclusion d’autres voyageurs, dans la mesure où ces services sont effectués aux conditions indiquées à l’article 3’.

Les ‘services occasionnels’ (non réguliers) sont définis à l’article 14, § 1er, de l’arrêté-loi comme étant ceux qui ne répondent pas aux définitions précitées.

Selon l’article 14, § 2, de l’arrêté-loi, les ‘services occasionnels’ comprennent :

‘A. Les circuits à portes fermées, c’est-à-dire les services exécutés au moyen d’un même véhicule qui transporte sur tout le trajet le même groupe de voyageurs et le ramène au lieu de départ;

B. Les services comportant le voyage aller en charge et le voyage de retour à vide;

C. Les autres formes de services occasionnels à déterminer par le Roi’.

La distinction entre ‘services réguliers’, ‘services réguliers spécialisés’ et ‘services occasionnels’ correspond à celle que font les règlements européens (précédemment le règlement n° 117/66/CEE du 28 juillet 1966, actuellement le règlement (CEE) n° 684/92 du 16 mars 1992, modifié par le règlement (CE) n° 11/98 du 11 décembre 1997), étant entendu que ceux-ci considèrent les ‘services réguliers spécialisés’ comme une partie des ‘services réguliers’.

B.3.4. Il résulte de ce qui précède que les régions sont devenues compétentes, en 1988, en ce qui concerne le transport en commun urbain et vicinal, pour les services réguliers et les services réguliers spécialisés, tels que ceux-ci sont définis aux articles 3, § 1er, et 11, § 1er, de l’arrêté-loi du 30 décembre 1946 ‘relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars’. L’autorité fédérale est cependant demeurée compétente pour les ‘services non réguliers’, qui comprennent toutes les formes de transport qui ne répondent pas aux définitions précitées.

B.4.1. La notion de ‘transport pour le compte propre’ n’a pas été mentionnée dans l’arrêté-loi du 30 décembre 1946, auquel se réfèrent les travaux préparatoires de l’article 6, § 1er, X, alinéa 1er, 8°.

B.4.2. Dans l’avis de la section de législation du Conseil d’État concernant l’avant-projet de décret, il a été souligné que le législateur décrétal ne pouvait adopter les dispositions en cause que ‘dans la mesure où le champ d’application de celles-ci est limité aux formes de transport qui relèvent de la compétence des régions’, et plus précisément uniquement au ‘transport en commun urbain et vicinal’ et aux ‘services réguliers spécialisés’, étant donné que ‘les services de taxis’ et ‘les services de location de voitures avec chauffeur’ - pour lesquels les régions sont également compétentes –

ne sont évidemment pas effectués ‘pour le compte propre’. Les dispositions en cause ne pouvaient dès lors ‘être applicables aux formes de transport pour lesquelles l’autorité fédérale est demeurée compétente, à savoir les services réguliers transfrontaliers et les services occasionnels (services d’autocar)’ (Conseil d’État, section de législation, avis n° L.29.982/3 du 4 juillet 2000, *Doc. parl.*, Parlement flamand, 2000-2001, n° 435/1, p. 133).

Le législateur décrétal s’est conformé à cette observation en intégrant ces dispositions, par ailleurs sur l’avis du Conseil d’État (*ibid.*, pp. 178-179), dans un chapitre IV distinct, intitulé ‘Dispositions communes aux chapitres II et III’, qui font référence au ‘transport en commun urbain et vicinal’ et aux ‘services réguliers spécialisés’.

B.4.3. Dans l’interprétation selon laquelle les dispositions décrétales en cause relatives au ‘transport pour le compte propre’ sont uniquement applicables au ‘transport en commun urbain et vicinal’ et aux ‘services réguliers spécialisés’, le législateur décrétal a réglé une matière qui a été attribuée aux régions.

Dans cette interprétation, ces dispositions ne sont pas contraires à la disposition mentionnée dans la question préjudicielle ».

L’article 2, 3°, de l’avant-projet doit dès lors être complété afin d’y ajouter les mots « à l’exclusion du transport visé à l’article 6, § 1er, X, alinéa 1er, 8°, de la loi spéciale du 8 août 1980 ‘de réformes institutionnelles’ ».

Article 5

L’article 5 de l’avant-projet dispose :

« Art. 5. Les transports pour compte propre visés à l’article 2, 3°, ne peuvent être effectués sur le territoire national que s’ils ne concurrencent pas les services occasionnels visés à l’article 2, 1° ».

Cette disposition est trop imprécise. Les transports pour compte propre ont, en effet, nécessairement pour conséquence de priver les entreprises de transport de la possibilité de prester ces mêmes services pour compte d’autrui. Quant au commentaire de cette disposition il se réfère à une pratique qui ne correspond pas à la notion de « transports pour compte propre », au sens de l’article 2.5 du règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 ‘établissant des règles communes pour l’accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le règlement (CE) n° 561/2006’, rendu expressément applicable aux transports nationaux par l’article 3, § 3, de l’avant-projet.

Il convient, dès lors, soit d'omettre la disposition examinée, soit de la revoir afin d'en préciser la portée.

Article 11

1. Chaque fois qu'il est renvoyé à des subdivisions du paragraphe 1er, il y a lieu de renvoyer au paragraphe 1er, alinéa 1er, ce paragraphe comportant deux alinéas.

2. Selon l'article 11, § 1er, alinéa 1er, 1° du texte en projet, la condition d'honorabilité n'est pas satisfaite en présence d'une « condamnation pénale grave coulée en force de chose jugée durant les dix dernières années, sous réserve de réhabilitation ». La « condamnation pénale grave » dont question est définie par le paragraphe 2 du même article comme « toute condamnation pénale qui a donné lieu à une peine d'emprisonnement principal supérieure à six mois ou à une amende supérieure à quatre mille euros ». À la différence de ce que prévoit l'article 11, § 1er, alinéa 1er, 2° et 4° de l'avant-projet et de ce qu'envisage – à titre de minimum – le règlement (CE) n° 1071/2009, il n'est donc pas tenu compte, sous l'angle de l'article 11, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la nature particulière de l'infraction dont la commission pourrait constituer le fait générateur de la perte d'honorabilité, ou encore, de l'identité de la législation à laquelle il a été contrevenu. Le seul élément déterminant réside dans le *quantum* de la peine prononcée : de ce dernier, et de lui seul, découlera automatiquement, sans appréciation supplémentaire de la part du juge appelé à prononcer la condamnation principale, la perte d'honorabilité et l'interdiction professionnelle qui lui est corrélative.

Cette indifférence à l'égard de la nature du fait infractionnel et de l'identité de la réglementation à laquelle il a été contrevenu, est confirmée par l'exposé des motifs : « la condition d'honorabilité n'est pas/plus remplie dès qu'une personne a encouru : 1. Une condamnation pénale grave, coulée en force de chose jugée durant les dix dernières années, sous réserve de réhabilitation, *dans quelque domaine que ce soit ;* (…) » (Le Conseil d'État souligne).

Pareille indistinction n'est pas compatible avec le respect dû au droit au libre choix de l'activité professionnelle, tel qu'il est notamment garanti par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme [3] ainsi que par les articles 22 [4] et 23 [5] de la

[3] Voir Cour eur. D.H., arrêt *Bigaeva c. Grèce* du 28 mai 2009, §§ 22-23 ; Cour eur. D.H., arrêt *Albanese c. Italie* du 23 mars 2006, §§ 53-54

[4] Voir en effet, sur le parallélisme d'interprétation entre la notion de vie privée au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme et la notion de vie privée au sens de l'article 22 de la

Constitution, ni avec l'interdiction de discrimination dans la réglementation de ce libre choix, telle qu'elle découle de l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'Homme combiné avec l'une des dispositions susdites. Il est certes admissible que la loi prévoie – le cas échéant de manière automatique – une interdiction professionnelle ou une suspension de droits fondamentaux à titre de sanction accessoire en cas de condamnation encourue à raison de la commission de faits pénaux. C'est à la condition toutefois qu'il existe un lien spécifique et rationnel entre la nature des faits pénaux concernés et les éventuelles « déviances » qu'ils révèlent, d'une part, et les qualités requises pour exercer la profession et le droit fondamental concerné, d'autre part [6]. À défaut qu'un tel lien existe et que sa rationalité puisse être démontrée – telle est précisément la situation en l'espèce, en raison de l'indistinction décrite ci-avant –, la mesure doit être considérée comme disproportionnée [7], et s'expose au grief supplémentaire de traiter à l'identique, sans justification objective et raisonnable, des délinquants pénaux ne se trouvant pas dans des situations comparables au regard de cette

Constitution, C.C., 145/2011, 22 septembre 2011, B.33.2 : « Il ressort en outre des travaux préparatoires de l'article 22 de la Constitution que le Constituant a cherché 'à mettre le plus possible la proposition en concordance avec l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH), afin d'éviter toute contestation sur le contenu respectif de l'article de la Constitution et de l'article 8 de la CEDH' (*Doc. parl.*, Chambre, 1992-1993, n° 997/5, p. 2) ».

[5] Voir C.C., 56/2011, 28 avril 2011, B.8.1

[6] Voir en ce sens, notamment, C.C., 38/2000, 29 mars 2000, B.4 (à propos de l'interdiction faite aux personnes ayant commis certains faits pénaux – enlèvements de mineurs ; attentat à la pudeur ou viol ; corruption de la jeunesse et prostitution ; outrages publics aux bonnes mœurs - d'être débitants de boissons fermentées à consommer sur place) : « Les faits qui valent à leur auteur l'interdiction en cause sont de ceux dont le législateur peut penser, sans erreur manifeste, que ceux qui les ont commis risquent plus que d'autres, s'ils tiennent un débit de boissons fermentées à consommer sur place, de favoriser ou de commettre des faits de même nature ».

[7] Voir, par analogie, les motifs qui ont conduit la Cour européenne des droits de l'Homme à conclure à l'inadmissibilité de la suspension automatique des droits politiques des personnes ayant encouru une condamnation pénale d'un certain *quantum* (Cour eur. D.H., arrêt *Hirst c. Royaume-Uni (n° 2)* du 6 octobre 2005, § 82 « (La disposition de la législation électorale britannique querellée) demeure un instrument sans nuances, qui dépouille du droit de vote, garanti par la Convention, un grand nombre d'individus, et ce de manière indifférenciée. Cette disposition inflige une restriction globale à tous les détenus condamnés purgeant leur peine et s'applique automatiquement à eux, quelle que soit la durée de leur peine et indépendamment de la nature ou de la gravité de l'infraction qu'ils ont commise et de leur situation personnelle. Force est de considérer que pareille restriction générale, automatique et indifférenciée à un droit consacré par la Convention et revêtant une importance cruciale outrepasse une marge d'appréciation acceptable, aussi large soit-elle, et est incompatible avec l'article 3 du Protocole n° 1 »). Voir. ég., et toujours par analogie, les motifs qui ont conduit la Cour européenne des droits de l'Homme à conclure à l'inadmissibilité de la suspension automatique des droits parentaux des personnes ayant encouru une condamnation pénale d'un certain *quantum* (Cour eur. D. H., arrêt *Sabou et Piracalab c. Roumanie* du 28 septembre 2004, §§ 48-49 : « La Cour observe que l'infraction pour laquelle le requérant a été condamné était totalement étrangère aux questions liées à l'autorité parentale et qu'à aucun moment, il n'a été allégué un manque de soins ou des mauvais traitements de sa part envers ses enfants. La Cour relève qu'en droit roumain, l'interdiction d'exercer les droits parentaux s'applique automatiquement et d'une manière absolue à titre de peine accessoire à toute personne qui exécute une peine de prison, sans aucun contrôle de la part des tribunaux et sans aucune prise en considération du type d'infraction et de l'intérêt des mineurs. Dès lors, elle constitue plutôt un blâme moral ayant comme finalité la punition du condamné et non pas une mesure de protection de l'enfant. Eu égard à ces circonstances, la Cour estime qu'il n'a pas été démontré que le retrait en termes absolus et par effet de la loi des droits parentaux du premier requérant répondait à une exigence primordiale touchant aux intérêts des enfants et partant, qu'il poursuivait un but légitime, à savoir la protection de la santé, de la morale, ou de l'éducation des mineurs »).

mesure. La section de législation du Conseil d'État ne peut sur ce point que renvoyer, par analogie, à la motivation qui a conduit la Cour européenne des droits de l'Homme, dans un arrêt *Thlimmenos c. Grèce,* à juger contraire à l'article 14 de la Convention éponyme, la législation nationale qui privait automatiquement les personnes ayant encouru une condamnation pénale d'un certain *quantum,* de la possibilité d'exercer la profession d'expert-comptable [8].

L'article 11, § 1er, alinéa 1er, 1° du texte en projet sera revu en conséquence.

3. Selon l'article 11, § 1er, alinéa 1er, 3° du texte en projet, la condition d'honorabilité n'est pas satisfaite en présence d'une « interdiction professionnelle toujours en cours (…) », sans plus ample précision.

Pour des motifs analogues à ceux qui ont été exposés à propos de l'article 11, § 1er, alinéa 1er, 1° du texte en projet, il y a lieu de mettre en doute la pleine compatibilité avec les articles 22 et 23 de la Constitution et 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'Homme d'un motif de « non-honorabilité » défini en des termes aussi larges et indifférenciés. Il est certes concevable que l'exigence du lien spécifique et rationnellement démontrable décrite ci-avant soit vérifiée en présence de certaines interdictions professionnelles par ailleurs portées par la législation belge, en ce sens que ces dernières seraient justifiées par des circonstances – notamment pénales – dont ressortirait l'absence, chez la personne concernée, des caractéristiques et qualités qui sont parallèlement requises pour exercer correctement la profession de transporteur. La vérification du lien susdit peut par contre ne pas être possible s'agissant de l'ensemble des interdictions professionnelles par ailleurs portées par la législation belge.

L'exposé des motifs relatif à la disposition concernée tend au demeurant à démontrer que, sous le label générique et indifférencié d'« interdiction professionnelle », l'auteur de l'avant-projet a essentiellement – exclusivement ? – en vue les interdictions professionnelles portées par l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 'relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions', professions

[8] Cour eur. D.H., arrêt *Thlimmenos c. Grèce* du 6 avril 2000, § 47 : « La Cour estime qu'en principe les États ont un intérêt légitime à exclure certains délinquants de la profession d'expert-comptable. Toutefois, elle considère par ailleurs que, contrairement à des condamnations pour d'autres infractions majeures, une condamnation consécutive à un refus de porter l'uniforme pour des motifs religieux ou philosophiques ne dénote aucune malhonnêteté ou turpitude morale de nature à amoindrir les capacités de l'intéressé à exercer cette profession. L'exclusion du requérant au motif qu'il n'avait pas les qualités requises n'était donc pas justifiée. La Cour prend note de l'argument du Gouvernement selon lequel les personnes qui refusent de servir leur pays doivent être punies en conséquence. Toutefois, elle relève également que le requérant a purgé une peine d'emprisonnement pour avoir refusé de porter l'uniforme. Dans ces conditions, la Cour estime qu'infliger une autre sanction à l'intéressé était disproportionné. Il s'ensuit que l'exclusion du requérant de la profession d'expert-comptable ne poursuivait pas un but légitime. Partant, la Cour considère que le refus de traiter le requérant différemment des autres personnes reconnues coupables d'un crime n'avait aucune justification objective et raisonnable ».

ou activités, ainsi que les interdictions professionnelles qui pourront être prononcées sur base de l'article 31, § 4 de l'avant-projet lui-même. Si telle est bien l'intention de l'auteur, celle-ci doit être explicitée dans le texte même de l'article 11, § 1er, alinéa 1er, 3° en projet, moyennant vérification préalable, pour chacune des interdictions professionnelles de l'arrêté royal n° 22 auxquelles il serait ainsi fait renvoi, du « lien spécifique et rationnellement démontrable » dont il a été question ci-dessus.

4. Aux termes de l'article 11, § 6, alinéa 2, de l'avant-projet, « le Roi peut modifier et compléter les infractions définies à l'alinéa 1er **»**. Selon cet alinéa 1er, « [s]ont considérées comme infractions graves pour l'application du paragraphe 1er, 4°, celles qui sont reprises à la liste des infractions les plus graves dans l'annexe IV du règlement (CE) n° 1071/2009 ».

Aux termes de l'article 11, § 5, alinéa 2, de l'avant-projet, « le Roi peut modifier et compléter les réglementations visées au § 1er, 4° ».

Les dispositions susmentionnées, considérées isolément ou en combinaison, appellent plusieurs critiques.

a) Si tant est que l'habilitation visée à l'article 11**,** § 5, alinéa 2 de l'avant-projet porte sur la possibilité pour le Roi de modifier et compléter, non pas les réglementations visées au paragraphe 1er, alinéa 1er, 4° elles-mêmes, mais bien la liste qui en est dressée par ce paragraphe 1er, alinéa 1er, 4°, alors il convient de conclure, *prima facie*, que cette habilitation fait largement, voire totalement double-emploi avec l'habilitation par ailleurs contenue à l'article 8, § 5, alinéa 2 du même avant-projet. L'exposé des motifs ne comporte pas d'indications permettant de conclure en sens contraire.

b) Il n'appartient pas à la loi en projet d'habiliter le Roi à « modifier » les infractions visées par la liste des infractions les plus graves reprises à l'annexe IV du règlement (CE) n° 1071/2009. Le législateur lui-même ne dispose au demeurant pas d'un tel pouvoir. En tant qu'il suggérerait le contraire, l'article 11, § 6, alinéa 2, doit être revu.

c) En usant l'un et l'autre du terme « compléter », les articles 11, § 6, alinéa 2, et 11, § 5, alinéa 2, du texte en projet habilitent le Roi à identifier, au-delà de ce que le texte de loi en projet prévoit d'ores et déjà, des infractions supplémentaires dont la commission est susceptible de valoir, à leur auteur, la perte de la condition d'honorabilité. Dans la mesure où cette perte constitue une ingérence dans le droit au libre choix de l'activité professionnelle, déduit notamment de l'article 22 de la Constitution (voir ci-dessus), elle est astreinte à la condition d'être prévue « par la loi ». Une habilitation donnée au

Roi sur ce point n'est concevable que pour autant que la loi elle-même mentionne les « éléments essentiels » de la matière concernée [9] et restreigne ainsi la marge de manœuvre concédée au Roi. Les articles 11, § 6, alinéa 2, et 11, § 5, alinéa 2, en projet s'abstiennent d'énoncer ces « éléments essentiels ». À la lecture de certains passage de l'exposé des motifs, il semblerait que l'habilitation donnée au Roi par les articles susdits n'aurait d'autre finalité que de permettre une adaptation rapide et souple de la réglementation belge aux modifications que connaîtra la réglementation européenne relative à la matière, notamment en raison de la délégation que le règlement (CE) n° 1071/2009 (article 6, paragraphe 2, b) consent à la Commission européenne. Si telle est bien l'intention de l'auteur, elle doit être explicitement traduite dans les articles susvisés du projet, afin de satisfaire à la condition de « légalité » rappelée ci-avant [10].

5. Il est renvoyé à l'observation 4 formulée sous l'article 8 de l'avis 50.421/4.

Article 17

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 14 de l'avis 50.421/4.

Article 22

La phrase introductive du paragraphe 1er doit être complétée par les mots « sont confiés ».

Article 23

1. Au paragraphe 1er, alinéa 2, il y a une discordance entre la version française et la version néerlandaise ; pareille discordance entre des textes analogues doit être évitée [11].

---

[9] Voir C.C., 29/2010, 18 mars 2010 : « B.16.1. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée et familiale, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune immixtion dans ce droit ne pourra avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur ». S'agissant de principe de légalité contenu à l'article 23 de la Constitution, voir C.C., 101/2008, 10 juillet 2008, B.39.

[10] Voir, par analogie, C.C., 37/2010, 22 avril 2010.

2. Au paragraphe 6, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 33, § 6, de l'avis 50.421/4.

3. Au paragraphe 8, alinéa 5, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 33, § 7, alinéa 6, de l'avis 50.421/4.

Article 24

L'article 24, § 1er, de l'avant-projet, dispose :

> « Excepté en cas d'application des articles 27 et 28, les agents visés à l'article 22 recherchent les infractions à la présente loi, à ses arrêtés d'exécution et à la réglementation communautaire relative au transport de voyageurs par route ; ils constatent ces infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire ».

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit cependant pas comment les infractions donnant lieu à l'application des procédures de perception immédiate ou de consignation, prévues respectivement aux articles 27 et 28 de l'avant-projet examiné, pourraient être constatées et communiquées au Ministère public pour lui permettre de décider s'il entend exercer l'action publique, sans qu'un procès verbal ne soit dressé.

L'article 24, § 1er, de l'avant-projet sera revu afin de mieux y exprimer la volonté de son auteur.

Article 30

Au paragraphe 2, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 41, § 2, de l'avis 50.421/4.

Article 36

1. À l'article 36, § 3, alinéa 1er, de l'avant-projet, il convient de renvoyer à l'article 24, § 2, alinéa 2, plutôt qu'à l'article 24, § 1er, alinéa 3. L'article 24, § 1er, ne comprend d'ailleurs qu'un seul alinéa.

---

[11] Comparer avec l'article 33, § 1er, alinéa 2 de l'avant-projet 50.421/4, dans les deux versions.

2. L’article 36, § 3, alinéa 3, première phrase de l’avant-projet, dispose :

« La décision fixe le montant de l’amende et est dûment motivée ».

Si l’auteur de l’avant-projet entend s’écarter, pour ce qui concerne la décision d’infliger une amende administrative, des exigences déjà prévues par la loi du 29 juillet 1991 ‘relative à la motivation formelle des actes administratifs’, il lui revient de définir avec plus de précision les exigences spécifiques qu’il entend imposer.

Article 38

1. À l’alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots « peut faire appel » par les mots « peut introduire un recours » et les mots « cet appel » seront remplacés par les mots « ce recours ».

2. À l’alinéa 2, dans la version française, il y a lieu d’écrire que « la décision du tribunal de police n’est pas susceptible d’appel ».

Article 43

L’article 43 de l’avant-projet, prévoit que les cautions constituées conformément aux différentes réglementations antérieures qui y sont visées « sont équivalentes en ce qui concerne leur montant, leur champ d’application et leurs conséquences, aux cautions solidaires constituées conformément au titre 2, chapitre 4 ».

Il convient tout d’abord de préciser qu’il convient de renvoyer au chapitre 5, du titre 2 de l’avant-projet examiné, qui traite de la capacité financière des entreprises de transport, et non à son chapitre 4.

Plus fondamentalement, il revient à l’auteur de l’avant-projet de vérifier que cette disposition transitoire est bien compatible avec les exigences énoncées, en matière de capacité financière, à l’article 7 du règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 ‘établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil’ (ci-après le règlement (CE) n° 1071/2009), dont l’article 23 dispose :

> « Les entreprises qui disposent, avant le 4 décembre 2009, d’une autorisation d’exercer la profession de transporteur par route se conforment aux dispositions du présent règlement au plus tard le 4 décembre 2011 ».

Observations finales

L’attention de l’auteur de l’avant-projet est attirée sur la nécessité d’assurer la concordance entre ce présent avant-projet et celui qui a fait l’objet de l’avis 50.421/4 pour ce qui concerne le transport de marchandises par route.

Il ressort en effet de l’examen de ces deux avant-projets par la section de législation qu’ils ont été largement conçus de manière parallèle ce qui s’explique d’ailleurs par la circonstance que les deux avant-projets ont notamment pour objet de fixer les mesures d’exécution d’un même règlement européen.

Dans ces conditions, les dispositions respectives des deux avant-projets devraient correspondre et leur rédaction devrait être identique.

Tel n’est pas toujours le cas. À titre d’exemples :

1° la section de législation n’aperçoit pas la raison pour laquelle la rédaction de l’article 8, § 8, de l’avant-projet 50.421/4 diffère fondamentalement de celle de l’article 11, § 8 de l’avant-projet 50.422/4 ; compte tenu des exigences fixées par l’article 6, § 2, a), alinéa 3, du règlement (CE) 1071/2009, c’est la version de l’avant-projet 50.422/4 qu’il y a lieu d’adopter ;

2° l’article 13, 8°, de l’avant-projet 50.421/4 diffère, dans sa version française, de celle de l’article 16, § 1er, 7° [lire : 16, 7°] de l’avant-projet 50.422/4 dans laquelle il est fait usage du mot « exemption » ; c’est la version française de l’avant-projet 50.421/4 qu’il y a lieu de retenir ;

3° l’article 33, § 7, alinéa 5, deuxième phrase de l’avant-projet 50.421/4, compte un membre de phrase qui n’apparaît ni dans la version néerlandaise de cette disposition, ni dans la version analogue de l’article 23, § 8, alinéa 4, de l’avant-projet 50.422/4 ; ce texte sera revu ;

4° alors que l’article 48, § 3, alinéa 3, de l’avant-projet 50.421/4 précise que « L’amende est fonction de la gravité des faits et, le cas échéant, des avantages patrimoniaux tirés de l’infraction, qui la justifient », l’article 36, § 3, alinéa 3 de l’avant-projet 50.422/4 ne mentionne pas la prise en considération possible « des avantages patrimoniaux tirés de l’infraction » ; il convient d’assurer la cohérence entre les deux avant-projets.

En conclusion, la section de législation souligne la nécessité de revoir attentivement chacun des deux avant-projets, tant dans la version française que dans la version néerlandaise, puisque ceux-ci sont destinés à régler des matières analogues en vue d'assurer l'exécution pour partie du même règlement (CE) 1071/2009.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE, L. DETROUX,	conseillers d'État,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assesseur de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

C. GIGOT P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.422/4
VAN 26 OKTOBER 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 7 oktober 2011 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006", heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

Voorafgaande vormvereisten

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het voorontwerp.

In het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd bevinden zich echter slechts de afschriften van de brieven die zijn toegezonden aan de verschillende gewestregeringen en die, zoals de adviesaanvraag, gedateerd zijn 5 oktober 2011.

De steller van het voorontwerp dient er derhalve op toe te zien dat aan dit voorafgaande vormvereiste wordt voldaan.

Indiening van het voorontwerp

1. Het voorontwerp van wet moet worden voorzien van een indieningsbesluit[1].

2. Daarnaast is het voorbarig de tekst van zo een ontwerp reeds te voorzien van een formulier van wetsafkondiging. Aan het einde van het voorontwerp dient de zin “Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met ’s Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt” bijgevolg te worden geschrapt.

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, formule F 5.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

1. Doordat in de artikelen 33, § 5, en 38 van het voorontwerp aan de politierechtbank een nieuwe bevoegdheid wordt opgedragen, regelen die bepalingen geen aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 maar als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet en behoren ze in een apart voorontwerp van wet te worden ondergebracht.

2. Hetzelfde geldt voor artikel 40 van het voorontwerp (ontworpen artikel 601*ter* van het Gerechtelijk Wetboek en ontworpen artikelen 10 en 12 van de wet van 17 april 1878 ‘houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering’).

In dit verband dient erop te worden gewezen dat de wijziging die bij artikel 40 van het voorontwerp in artikel 12 van de voormelde wet van 17 april 1878 wordt aangebracht, behoort te worden afgestemd op die welke vervat is in artikel 53, § 3, van het voorontwerp van wet ‘betreffende het goederenvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1072/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg’, dat tegelijk *ter fine* van advies aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, een advies dat vandaag is uitgebracht onder het rolnummer 50.421/4 (hierna advies 50.421/4 of voorontwerp 50.421/4 genoemd).

De oplossing zou erin kunnen bestaan alle bepalingen van beide voorontwerpen die onderzocht zijn onder de rolnummers 50.421/4 en 50.422/4 en waarbij een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet geregeld wordt, onder te brengen in een enkel voorontwerp van wet.

Artikel 2

Artikel 2 van het voorontwerp luidt als volgt:

“Art. 2. Deze wet is van toepassing op de volgende vormen van reizigersvervoer:

1° het nationaal en internationaal ongeregeld vervoer;

2° het internationaal geregeld en bijzonder geregeld vervoer;

3° het nationaal en internationaal vervoer voor eigen rekening.”

De vraag hoe de bevoegdheid inzake vervoer voor eigen rekening verdeeld is onder de federale overheid en de gewesten is reeds onderzocht door het Grondwettelijk Hof in zijn arrest nr. 117/2010 van 21 oktober 2010 [2].

De overwegingen B.3.1 tot B.4.3 van dat arrest luiden als volgt:

“B.3.1. Artikel 6, § 1, X, eerste lid, 8°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, bepaalt:

‘Art. 6. § 1. De aangelegenheden bedoeld in artikel 107*quater* [thans artikel 39] van de Grondwet zijn:

[...]

X. Wat de openbare werken en het vervoer betreft :

[...]

8° het gemeenschappelijk stads- en streekvervoer, met inbegrip van de bijzondere vormen van geregeld vervoer, het taxivervoer en het verhuren van auto’s met chauffeur;’.

B.3.2. In de memorie van toelichting bij het ontwerp van wat de bijzondere wet van 1988 zou worden, is dienaangaande gesteld:

[2] Met betrekking tot de prejudiciële vraag of artikel 6, § 1, X, eerste lid, 8°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ al dan niet geschonden werd door de artikelen 2, 3°, en 22 tot 24 van het decreet van het Vlaams Gewest van 20 april 2001 ‘betreffende de organisatie van het personenvervoer over de weg’.

‘De bevoegdheid over het stads- en streekvervoer per metro, pre- of semi-metro, tram, trolleybus en autobus, die aan de Gewesten wordt overgedragen, behelst meer in het bijzonder: het statuut van de vervoermaatschappijen, het afsluiten van beheerscontracten, de infrastructuur, zowel ondergronds als bovengronds, de inrichting van de netten en de daaraan verbonden machtigingen, de tarieven en de toegekende tariefverminderingen, de contracten met de verhuurders van vervoerdiensten en de berekeningswijze van de aan deze betaalde vergoeding, alsmede de grensoverschrijdende lijnen die behoren tot het streekvervoer.

[...]

Uit het oogpunt van de coördinatie van de vervoermiddelen is het evident dat de bevoegdheid voor het verlenen van machtigingen voor de bijzondere vormen van geregeld vervoer (leerlingenvervoer, werknemersvervoer, enz...) eveneens naar de Gewesten overgaat.

Zoals dit bij alle vervoertakken het geval is, blijft de reglementering inzake toegang tot het beroep en tot de markt van ondernemer van nationaal en internationaal personenvervoer over de weg (inhoudende de vereisten inzake vakbekwaamheid, betrouwbaarheid, borgtocht en andere kwaliteitseisen inzake de voertuigen) tot de bevoegdheid behoren van de nationale Regering’ (*Parl. St.*, Kamer, B.Z. 1988, nr. 516/1, pp. 16-17).

Volgens de toenmalige minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen moet

‘wat dit stads- en streekvervoer betreft [...] bij de regionalisering een duidelijk onderscheid gemaakt worden tussen geregeld en ongeregeld vervoer, begrippen die trouwens een Europese definitie kennen. Met ongeregeld vervoer wordt in courante termen het vervoer per autocar bedoeld waartoe ook internationale lijndiensten over zeer lange afstand behoren. Net zoals bij het goederenvervoer over de weg gaat het hier om een vrije niet-gesubsidieerde sector waar de bevoegdheid louter normerend, reglementair en politioneel is. Deze bevoegdheid blijft nationaal. Dit geldt bijvoorbeeld voor de toegang tot het beroep, de borgtocht, de veiligheid, enzovoort. Aan die situatie verandert niets.

Het geregeld vervoer daarentegen wordt volledig geregionaliseerd. In deze sector dient het onderscheid gemaakt tussen het openbaar, stads- en streekvervoer - de verpachte diensten onder meer horen daarin thuis - en het bijzonder geregeld vervoer dat hoofdzakelijk maar niet uitsluitend leerlingen- en werknemersvervoer omvat’ (*Hand.*, Kamer, 29 juli 1988, pp. 1425-1426).

B.3.3. Het onderscheid tussen ‘geregeld vervoer’, ‘bijzondere vormen van geregeld vervoer’ en ‘ongeregeld vervoer’ wordt gemaakt in de besluitwet van 30 december 1946 ‘betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars’, zoals gewijzigd door de wet van 29 juni 1984.

Het ‘geregeld vervoer’ is in artikel 3, § 1, van de besluitwet omschreven als:

‘het gemeenschappelijk vervoer van personen [...], volgens een frequentie en in een bepaalde relatie, waarbij reizigers aan de eindpunten en eventueel onderweg, op vooraf gekende stopplaatsen, kunnen in- en uitstappen’.

Met de ‘bijzondere vormen van geregeld vervoer’ wordt volgens artikel 11, § 1, van de besluitwet bedoeld:

‘het gemeenschappelijk vervoer van personen [...], wie dit ook organiseert, van bepaalde categorieën van personen met uitsluiting van andere reizigers, voor zover het vervoer geschiedt op de in artikel 3 bepaalde wijze’.

Het ‘ongeregeld vervoer’ is in artikel 14, § 1, van de besluitwet omschreven als het vervoer dat niet aan de voormelde definities beantwoordt. Volgens artikel 14, § 2, van de besluitwet omvat het ‘ongeregeld vervoer’ meer bepaald:

‘A. Het vervoer in gesloten rondritten, dat wil zeggen vervoer met hetzelfde voertuig dat dezelfde groep reizigers over het gehele traject vervoert en naar de plaats van vertrek terugbrengt;

B. Het vervoer waarbij de heenreis met reizigers en de terugreis zonder reizigers plaatsvindt;

C. Andere, door de Koning te bepalen vormen van ongeregeld vervoer’.

Het onderscheid tussen ‘geregeld vervoer’, ‘bijzondere vormen van geregeld vervoer’ en ‘ongeregeld vervoer’ wordt gemaakt gelijklopend met de EG-verordeningen (voorheen de verordening nr. 117/66/EEG van 28 juli 1966, thans de verordening (EEG) nr. 684/92 van 16 maart 1992, gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 11/98 van 11 december 1997), met dien verstande dat de ‘bijzondere vormen van geregeld vervoer’ daarin zijn aangemerkt als een onderdeel van het ‘geregeld vervoer’.

B.3.4. Uit hetgeen voorafgaat volgt dat de gewesten in 1988, wat het gemeenschappelijk stads- en streekvervoer betreft, bevoegd zijn geworden voor het geregeld vervoer en de bijzondere vormen van geregeld vervoer zoals omschreven in de artikelen 3, § 1, en 11, § 1, van de besluitwet van 30 december 1946 ‘betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars’. De federale overheid is evenwel bevoegd gebleven voor het ‘ongeregeld vervoer’, dat alle vormen van vervoer omvat die niet onder de voormelde omschrijvingen vallen.

B.4.1. Het begrip ‘vervoer voor eigen rekening’ werd niet vermeld in de besluitwet van 30 december 1946 waarnaar de parlementaire voorbereiding van artikel 6, § 1, X, eerste lid, 8°, verwijst.

B.4.2. In het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State bij het voorontwerp van decreet werd erop gewezen dat de decreetgever de in het geding zijnde bepalingen slechts kon aannemen ‘in zoverre het toepassingsgebied ervan

beperkt is tot de vormen van vervoer die tot de bevoegdheid van de gewesten behoren', en meer in het bijzonder tot enkel 'het gemeenschappelijk stads- en streekvervoer' en 'de bijzondere vormen van geregeld vervoer', vermits 'het taxivervoer' en 'het verhuren van auto's met chauffeur' - waarvoor de gewesten eveneens bevoegd zijn - uiteraard niet 'voor eigen rekening' worden verricht. De in het geding zijnde bepalingen mochten derhalve 'niet van toepassing zijn op de vormen van vervoer waarvoor de federale overheid bevoegd is gebleven, met name het grensoverschrijdend geregeld vervoer en het ongeregeld vervoer (autocardiensten)' (Raad van State, afdeling wetgeving, advies nr. L.29.982/3 van 4 juli 2000, *Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2000-2001, nr. 435/1, p. 133).

De decreetgever is hieraan tegemoetgekomen door, overigens op advies van de Raad van State (*ibid.*, pp. 178-179), die bepalingen op te nemen in een afzonderlijk hoofdstuk IV, met als opschrift 'Bepalingen gemeen aan de hoofdstukken II en III', die refereren aan 'het gemeenschappelijk stads- en streekvervoer' en aan 'de bijzondere vormen van geregeld vervoer'.

B.4.3. In de interpretatie volgens welke de in het geding zijnde decretale bepalingen betreffende het 'vervoer voor eigen rekening' enkel van toepassing zijn op 'het gemeenschappelijk stads- en streekvervoer' en op 'de bijzondere vormen van geregeld vervoer', heeft de decreetgever een aangelegenheid geregeld die aan de gewesten is toegewezen.

In die interpretatie zijn die bepalingen niet in strijd met de in de prejudiciële vraag vermelde bepaling."

Artikel 2, 3°, van het voorontwerp behoort bijgevolg te worden aangevuld met de woorden "met uitzondering van het vervoer waarvan sprake is in artikel 6, § 1, X, eerste lid, 8°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen'".

Artikel 5

Artikel 5 van het voorontwerp luidt als volgt:

"Art. 5. Het vervoer voor eigen rekening, zoals bedoeld in artikel 2, 3°, mag slechts worden verricht op het nationale grondgebied, voor zover dit geen concurrentie aandoet aan het ongeregeld vervoer bedoeld in artikel 2, 1°".

Die bepaling is te onnauwkeurig. Het vervoer voor eigen rekening heeft immers uit de aard der zaak tot gevolg dat de vervoersondernemingen de mogelijkheid ontnomen wordt diezelfde diensten te verlenen voor rekening van derden. In de bespreking van deze bepaling wordt verwezen naar een praktijk die niet overeenstemt met het begrip "vervoer voor eigen rekening" in de zin van artikel 2.5 van Verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 'tot vaststelling van

gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 561/2006', welke bepaling bij artikel 3, § 3, van het voorontwerp uitdrukkelijk van toepassing wordt verklaard voor het nationale vervoer.

De voorliggende bepaling dient bijgevolg hetzij te worden geschrapt, hetzij aldus te worden herzien dat de reikwijdte ervan verduidelijkt wordt.

Artikel 11

1. Telkens als naar onderdelen van paragraaf 1 verwezen wordt, dient te worden verwezen naar paragraaf 1, eerste lid, aangezien die paragraaf twee leden omvat.

2. Volgens artikel 11, § 1, eerste lid, 1°, van de ontworpen tekst is aan de voorwaarde van betrouwbaarheid niet voldaan als "gedurende de laatste tien jaar, behoudens herstel in eer en rechten, een in kracht van gewijsde gegane ernstige strafrechtelijke veroordeling (is) opgelopen". De "ernstige strafrechtelijke veroordeling" waarvan daarin sprake is, wordt in paragraaf 2 van hetzelfde artikel gedefinieerd als "elke strafrechtelijke veroordeling die aanleiding heeft gegeven tot een hoofdgevangenisstraf van meer dan zes maanden of tot een geldboete van meer dan vierduizend euro". Anders dan hetgeen bepaald wordt in artikel 11, § 1, eerste lid, 2° en 4°, van het voorontwerp en dan hetgeen - als minimumvoorwaarde - in het vooruitzicht wordt gesteld in Verordening (EG) nr. 1071/2009, wordt uit het oogpunt van artikel 11, § 1, eerste lid, 1°, dan ook geen rekening gehouden met de bijzondere aard van het strafbaar feit waarvan het plegen het feit zou kunnen zijn dat leidt tot verlies van de betrouwbaarheidsstatus, of nog, met de omschrijving van de wetgeving die overtreden is. Het enige bepalend gegeven is de strafmaat: daaruit en daaruit alleen vloeit automatisch en zonder dat de rechter die de hoofdveroordeling dient uit te spreken een nader oordeel kan vellen, het verlies van de betrouwbaarheidsstatus en het daarmee samenhangende beroepsverbod voort.

Dat de aard van het strafbaar feit en de omschrijving van de regelgeving die overtreden is, er niet toe doet, wordt bevestigd door de memorie van toelichting: "De voorwaarde van betrouwbaarheid is niet (meer) vervuld zodra één van de betrokken personen: 1. gedurende de laatste tien jaar, behoudens herstel in eer en rechten, een ernstige strafrechtelijke veroordeling heeft opgelopen, *op eender welk gebied*; (…)" (De Raad van State cursiveert).

Dat aldus ter zake geen onderscheid wordt gemaakt, is niet verenigbaar met de verplichte eerbiediging van het recht op de vrije keuze van beroepsarbeid, zoals dat inzonderheid verankerd is in artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens

[3] en in de artikelen 22 [4] en 23 [5] van de Grondwet, noch met het verbod van discriminatie in de regelgeving met betrekking tot die vrije keuze, zoals dat verbod voortvloeit uit artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, gelezen in samenhang met een van de voormelde bepalingen. Weliswaar kan aanvaard worden dat de wet voorziet - in voorkomend geval automatisch voorziet - in een beroepsverbod of een schorsing van fundamentele rechten bij wijze van accessoire sanctie in geval een veroordeling wordt opgelopen ten gevolge van het plegen van strafrechtelijke feiten. Dat is evenwel alleen mogelijk op voorwaarde dat er een specifiek en rationeel verband bestaat, enerzijds, tussen de aard van de strafrechtelijke feiten in kwestie en de eventuele "afwijkingen" die ze aan het licht brengen, en, anderzijds, tussen de vereiste hoedanigheid voor het uitoefenen van het beroep en het fundamenteel recht in kwestie [6]. Als geen dergelijk verband bestaat of als niet aangetoond kan worden dat het om een rationeel verband gaat - wat *in casu* net het geval is doordat, zoals hiervoren beschreven is, ter zake geen onderscheid wordt gemaakt - dient de maatregel als buitensporig worden beschouwd [7] en kan met betrekking tot die maatregel het bijkomend bezwaar geopperd

[3] Zie EHRM, arrest *Bigaeva v. Griekenland* van 28 mei 2009, §§ 22-23; EHRM arrest *Albanese v. Italië* van 23 maart 2006, §§ 53-54.

[4] Zie immers voor de parallelle interpretatie van het begrip privéleven in de zin van artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en het begrip privéleven in de zin van artikel 22 van de Grondwet, Grondwettelijk Hof, 145/2011, 22 september 2011, B.33.2: "Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 22 van de Grondwet blijkt bovendien dat de Grondwetgever 'een zo groot mogelijke concordantie [heeft willen nastreven] met artikel 8 van het Europees Verdrag tot Bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (EVRM), teneinde betwistingen over de inhoud van dit Grondwetsartikel respectievelijk art. 8 van het EVRM te vermijden' (*Parl. St.*, Kamer, 1992-1993, nr. 997/5, p. 2)".

[5] Zie Grondwettelijk Hof, 56/2011, 28 april 2011, B.8.1.

[6] Zie in deze zin inzonderheid Grondwettelijk Hof, 38/2000, 29 maart 2000, B.4 (in verband met het verbod opgelegd aan personen die zich schuldig gemaakt hebben aan bepaalde strafrechtelijke feiten - ontvoering van minderjarigen; aanranding van de eerbaarheid of verkrachting; bederf van de jeugd en prostitutie; openbare schennis van de goede zeden - om slijter van ter plaatse te verbruiken gegiste dranken te zijn): "De feiten die voor de auteur ervan aanleiding hebben gegeven tot het in het geding zijnde verbod, behoren tot het soort feiten waarvan de wetgever, zonder kennelijke vergissing, kan denken dat degenen die ze hebben gepleegd, indien zij een slijterij van ter plaatse te verbruiken gegiste dranken uitbaten, meer dan anderen het risico inhouden soortgelijke feiten in de hand te werken of te plegen."

[7] Zie, bij wijze van analogie, de motieven die het Europees Hof voor de rechten voor de mens ertoe hebben gebracht te besluiten dat niet aanvaard kan worden dat personen die een strafrechtelijke veroordeling van een zekere omvang hebben opgelopen automatisch een schorsing van hun politieke rechten oplopen (EHRM, arrest *Hirst Verenigd Koninkrijk* (nr. 2) van 6 oktober 2005, § 82 « (La disposition de la législation électorale britannique querellée) demeure un instrument sans nuances, qui dépouille du droit de vote, garanti par la Convention, un grand nombre d'individus, et ce de manière indifférenciée. Cette disposition inflige une restriction globale à tous les détenus condamnés purgeant leur peine et s'applique automatiquement à eux, quelle que soit la durée de leur peine et indépendamment de la nature ou de la gravité de l'infraction qu'ils ont commise et de leur situation personnelle. Force est de considérer que pareille restriction générale, automatique et indifférenciée à un droit consacré par la Convention et revêtant une importance cruciale outrepasse une marge d'appréciation acceptable, aussi large soit-elle, et est incompatible avec l'article 3 du Protocole n° 1) ». Zie ook, eveneens bij wijze van analogie, de motieven die het Europees Hof voor de rechten van de mens ertoe gebracht hebben te besluiten dat niet aanvaard kan worden dat personen die een strafrechtelijke veroordeling van een zekere omvang hebben opgelopen automatisch een schorsing van hun ouderlijke rechten oplopen (EHRM, arrest *Sabou en Piracalab v. Roemenië* van 28 september 2004, §§ 48-49 : « La Cour observe que l'infraction pour

worden dat personen die strafrechtelijke feiten gepleegd hebben maar zich ten aanzien van die maatregel niet in een vergelijkbare situatie bevinden daardoor zonder objectieve en redelijke rechtvaardiging op dezelfde wijze behandeld worden. De afdeling Wetgeving van de Raad van State kan op dit punt alleen maar bij wijze van analogie verwijzen naar de motivering die het Europees Hof voor de rechten van de mens ertoe gebracht heeft in arrest *Thlimmenos v. Griekenland* te oordelen dat de nationale wetgeving waarbij aan personen die een strafrechtelijke veroordeling van een bepaalde omvang opgelopen hebben automatisch de mogelijkheid ontnomen wordt het beroep van accountant uit te oefenen strijdig is met artikel 14 van het EVRM [8].

Artikel 11, § 1, eerste lid, 1°, van de ontworpen tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

3. Volgens artikel 11, § 1, eerste lid, 3°, van de ontworpen tekst is aan de voorwaarde van betrouwbaarheid niet voldaan als de persoon in kwestie “bezwaard is met een beroepsverbod”, zonder nadere precisering.

Om redenen die analoog zijn met die welke uiteengezet zijn in verband met artikel 11, § 1, eerste lid, 1°, van de ontworpen tekst, moet worden betwijfeld of een motief van “onbetrouwbaarheid” dat in zo ruime en ongedifferentieerde bewoordingen wordt omschreven, volledig bestaanbaar is met de artikelen 22 en 23 van de Grondwet en de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Het is weliswaar

---

laquelle le requérant a été condamné était totalement étrangère aux questions liées à l’autorité parentale et qu’à aucun moment, il n’a été allégué un manque de soins ou des mauvais traitements de sa part envers ses enfants. La Cour relève qu’en droit roumain, l’interdiction d’exercer les droits parentaux s’applique automatiquement et d’une manière absolue à titre de peine accessoire à toute personne qui exécute une peine de prison, sans aucun contrôle de la part des tribunaux et sans aucune prise en considération du type d’infraction et de l’intérêt des mineurs. Dès lors, elle constitue plutôt un blâme moral ayant comme finalité la punition du condamné et non pas une mesure de protection de l’enfant. Eu égard à ces circonstances, la Cour estime qu’il n’a pas été démontré que le retrait en termes absolus et par effet de la loi des droits parentaux du premier requérant répondait à une exigence primordiale touchant aux intérêts des enfants et partant, qu’il poursuivait un but légitime, à savoir la protection de la santé, de la morale, ou de l’éducation des mineurs ».

[8] EHRM, arrest *Thlimmenos v. Griekenland* van 6 april 2000, § 47: « La Cour estime qu’en principe les États ont un intérêt légitime à exclure certains délinquants de la profession d’expert-comptable. Toutefois, elle considère par ailleurs que, contrairement à des condamnations pour d’autres infractions majeures, une condamnation consécutive à un refus de porter l’uniforme pour des motifs religieux ou philosophiques ne dénote aucune malhonnêteté ou turpitude morale de nature à amoindrir les capacités de l’intéressé à exercer cette profession. L’exclusion du requérant au motif qu’il n’avait pas les qualités requises n’était donc pas justifiée. La Cour prend note de l’argument du Gouvernement selon lequel les personnes qui refusent de servir leur pays doivent être punies en conséquence. Toutefois, elle relève également que le requérant a purgé une peine d’emprisonnement pour avoir refusé de porter l’uniforme. Dans ces conditions, la Cour estime qu’infliger une autre sanction à l’intéressé était disproportionné. Il s’ensuit que l’exclusion du requérant de la profession d’expert-comptable ne poursuivait pas un but légitime. Partant, la Cour considère que le refus de traiter le requérant différemment des autres personnes reconnues coupables d’un crime n’avait aucune justification objective et raisonnable ».

niet ondenkbaar dat het hiervoren beschreven vereiste van een specifiek verband waarvan aangetoond kan worden dat het rationeel is, bewezen wordt geacht bij bepaalde beroepsverboden die de Belgische wetgeving nog bevat, in die zin dat die beroepsverboden gerechtvaardigd zouden zijn door omstandigheden - van inzonderheid strafrechtelijke aard - waaruit zou blijken dat de betrokken persoon niet beschikt over de eigenschappen en hoedanigheden die eveneens vereist zijn voor het op correcte wijze uitoefenen van het beroep van vervoerder. Het bestaan van het voormelde verband kan evenwel niet bewezen geacht worden voor alle beroepsverboden die de Belgische wetgeving nog bevat.

Overigens kan uit de uiteenzetting die in de memorie van toelichting aan de bepaling in kwestie gewijd wordt, opgemaakt worden dat de steller van het voorontwerp met het generieke en ongedifferentieerde label van “beroepsverbod” voornamelijk - of alleen? - verwijst naar de beroepsverboden bepaald in het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 ‘betreffende het rechterlijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen’ en naar de beroepsverboden die uitgesproken zullen kunnen worden op basis van artikel 31, § 4, van het voorontwerp zelf. Als zulks inderdaad de bedoeling van de steller is, zou die uitdrukkelijk tot uiting moeten komen in de tekst zelf van artikel 11, § 1, eerste lid, 3°, van het ontwerp, mits voor elk van de beroepsverboden van koninklijk besluit nr. 22 waarnaar aldus zou worden verwezen vooraf wordt nagegaan of er een “specifiek verband” bestaat “waarvan aangetoond kan worden dat het rationeel is” in de hiervoren aangegeven zin.

4. Volgens artikel 11, § 6, tweede lid, van het voorontwerp “kan (de Koning) de in het eerste lid bepaalde ernstige inbreuken wijzigen en aanvullen”. Volgens dat eerste lid “worden voor de toepassing van paragraaf 1 als ernstige inbreuken beschouwd deze die zijn opgenomen in de lijst van zwaarste inbreuken in bijlage IV bij de verordening (EG) nr. 1071/2009”.

In artikel 11, § 5, tweede lid, van het voorontwerp wordt bepaald dat “de Koning … de in paragraaf 1, 4° bepaalde regelgevingen (kan) wijzigen en aanvullen”.

De voormelde bepalingen geven, afzonderlijk beschouwd of gelezen in onderlinge samenhang, aanleiding tot verscheidene kritische opmerkingen.

a) Zo de machtiging vermeld in artikel 11, § 5, tweede lid, van het voorontwerp betrekking heeft op de mogelijkheid die aan de Koning geboden wordt om niet de regelgevingen bepaald in paragraaf 1, eerste lid, 4°, zelf maar wel de lijst die ervan opgemaakt is in die paragraaf 1, eerste lid, 4°, te wijzigen of aan te vullen, dient daaruit *prima facie* te worden besloten dat die machtiging grotendeels, ja zelfs volledig samenvalt met de machtiging die vervat zit in artikel 11, § 6, tweede lid, van

hetzelfde voorontwerp. De memorie van toelichting bevat geen aanwijzingen die het mogelijk maken een conclusie in tegengestelde zin te trekken.

b) Bij de ontworpen wet mag de Koning niet gemachtigd worden tot het “wijzigen” van de strafbare feiten vermeld in de lijst van de zwaarste inbreuken in bijlage IV bij de verordening (EG) nr. 1071/2009. De wetgever zelf beschikt overigens niet over een dergelijke bevoegdheid. Voor zover artikel 11, § 6, tweede lid, het omgekeerde zou suggereren, dient die bepaling te worden herzien.

c) Doordat zowel in artikel 11, § 6, tweede lid, als in artikel 11, § 5, tweede lid, van de ontworpen tekst het woord “aanvullen” wordt gebezigd, wordt de Koning daarbij gemachtigd om, bovenop wat de tekst van de ontworpen wet nu reeds bepaalt, nadere strafbare feiten aan te wijzen die voor degenen die zich daaraan schuldig maken, verlies van de betrouwbaarheidsstatus kunnen meebrengen. Voor zover het verlies van die status een inmenging oplevert in het recht op de vrije keuze van beroepsarbeid, welk recht inzonderheid voortvloeit uit artikel 22 van de Grondwet (zie hiervoren), geldt daarvoor de voorwaarde dat “de wet” daarin moet voorzien. Dat op dat stuk een bevoegdheid aan de Koning wordt opgedragen, is ondenkbaar tenzij in de wet zelf de “essentiële elementen” van de aangelegenheid in kwestie worden vermeld [9] en aldus de manoeuvreerruimte die aan de Koning geboden wordt, beperkt wordt. In de artikelen 11, § 6, tweede lid, en 11, § 5, tweede lid, van het ontwerp worden die “essentiële elementen” niet vermeld. Wie bepaalde passages van de memorie van toelichting leest, krijgt de indruk dat de machtiging die bij de voormelde artikelen aan de Koning wordt verleend, alleen tot doel heeft de mogelijkheid te bieden om de Belgische regelgeving snel en soepel aan te passen aan de wijzigingen die aangebracht zullen worden in de Europese regelgeving ter zake, inzonderheid ten gevolge van de bevoegdheid die bij verordening (EG) nr. 1071/2009 (artikel 6, lid 2, b) wordt opgedragen aan de Europese Commissie. Als zulks inderdaad de bedoeling van de steller is, zou die bedoeling uitdrukkelijk naar voren moeten komen uit de voormelde artikelen van het ontwerp teneinde te voldoen aan de “legaliteitsvoorwaarde” waaraan hiervoren herinnerd is [10].

---

[9] Zie Grondwettelijk Hof, 29/2010, 18 maart 2010: “B.16.1. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven en het gezinsleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is niet in strijd met het wettigheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld”. Zie, in verband met het wettigheidsbeginsel vervat in artikel 23 van de Grondwet, Grondwettelijk Hof, 101/2008, 10 juli 2008, B. 39.

[10] Zie, bij wijze van analogie, Grondwettelijk Hof, 37/2010, 22 april 2010.

5. Er wordt verwezen naar opmerking 4 die gemaakt is bij artikel 8 in advies 50.421/4.

Artikel 17

Er wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 14 in advies 50.421/4.

Artikel 22

De inleidende zin van paragraaf 1 behoort te worden aangevuld met de woorden “worden toevertrouwd aan”.

Artikel 23

1. In paragraaf 1, tweede lid, is er een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst; dergelijke discrepantie tussen soortgelijke teksten moet worden vermeden [11].

2. In verband met paragraaf 6 wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 33, § 6, in advies 50.421/4.

3. Wat paragraaf 8, vijfde lid, betreft, wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 33, § 7, zesde lid, in artikel 50.421/4.

Artikel 24

Artikel 24, § 1, van het voorontwerp luidt als volgt:

> “Uitgezonderd bij toepassing van de artikelen 27 en 28, sporen de ambtenaren bedoeld in artikel 22 de inbreuken op deze wet, haar uitvoeringsbesluiten en de communautaire regelgeving betreffende het reizigersvervoer over de weg op en stellen ze die vast door middel van processen-verbaal die bewijskracht hebben zolang het tegendeel niet is bewezen”.

[11] Vergelijk met de Franse en de Nederlandse tekst van artikel 33, § 1, tweede lid, van voorontwerp 50.421/4.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State ziet evenwel niet in hoe de strafbare feiten die aanleiding geven tot de toepassing van de procedures van onmiddellijke inning of consignatie, waarvan respectievelijk sprake is in de artikelen 27 en 28 van het voorliggende voorontwerp, zouden kunnen worden vastgesteld en meegedeeld aan het Openbare Ministerie om die instantie in staat te stellen te besluiten of zij de strafvordering wil uitoefenen, zonder dat een proces-verbaal wordt opgesteld.

Artikel 24, § 1, van het voorontwerp dient te worden herzien om de wens van de steller ervan er beter in weer te geven.

Artikel 30

Met betrekking tot paragraaf 2 wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 41, § 2, in advies 50.421/4.

Artikel 36

1. In artikel 36, § 3, eerste lid, van het voorontwerp behoort te worden verwezen naar artikel 24, § 2, tweede lid, in plaats van naar artikel 24, § 1, derde lid. Artikel 24, § 1, omvat overigens slechts één lid.

2. Artikel 36, § 3, derde lid, eerste zin, van het voorontwerp bepaalt:

“De beslissing bepaalt het bedrag van de geldboete en wordt met redenen omkleed”.

Indien het de bedoeling van de steller van het voorontwerp is, wat betreft de beslissing om een administratieve geldboete op te leggen, af te wijken van de vereisten waarin de wet van 29 juli 1991 'betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen' reeds voorziet, dient hij de specifieke vereisten die hij wenst op te leggen nauwkeuriger te omschrijven.

Artikel 38

1. In het eerste lid dienen de woorden “kan (…) beroep aantekenen” te worden vervangen door de woorden “kan (…) beroep instellen” en moeten in de Franse tekst de woorden “cet appel” worden vervangen door de woorden “ce recours”.

2. In het tweede lid schrijve men in de Franse versie: “La décision du tribunal de police n’est pas susceptible d’appel”.

Artikel 43

Artikel 43 van het voorontwerp bepaalt dat de hoofdelijke borgtochten gesteld overeenkomstig de verschillende voorgaande regelgevingen die erin worden vermeld, wat hun bedrag, hun toepassingsgebied en hun gevolgen betreft, “gelijkgesteld (worden) met de hoofdelijke borgtochten gesteld overeenkomstig titel 2, hoofdstuk 4”.

Allereerst zij erop gewezen dat moet worden verwezen naar hoofdstuk V van titel II van het voorliggende voorontwerp, dat handelt over de financiële draagkracht van de vervoersondernemingen, en niet naar hoofdstuk IV ervan.

Meer fundamenteel staat het aan de steller van het voorontwerp na te gaan of deze overgangsbepaling wel degelijk verenigbaar is met de voorschriften inzake financiële draagkracht die vervat zijn in artikel 7 van verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 ‘tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad’ (hierna te noemen: verordening (EG) nr. 1071/2009), waarvan artikel 23 bepaalt:

> “Ondernemingen die voor 4 december 2009 over een vergunning voor de uitoefening van het beroep van wegvervoerondernemer beschikken, dienen uiterlijk op 4 december 2011 aan de bepalingen van deze verordening te voldoen”.

Slotopmerkingen

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt gevestigd op de noodzaak om te zorgen voor overeenstemming tussen het onderhavige voorontwerp en het voorontwerp waarover advies 50.421/4 is uitgebracht met betrekking tot het vervoer van goederen over de weg.

Uit het onderzoek van deze twee voorontwerpen door de afdeling Wetgeving blijkt immers dat ze in ruime mate gelijklopend zijn, wat trouwens kan worden verklaard door de omstandigheid dat de twee voorontwerpen inzonderheid tot doel hebben de maatregelen voor de uitvoering van een zelfde Europese verordening vast te stellen.

Derhalve zouden de respectieve bepalingen van de twee voorontwerpen moeten overeenstemmen en zou de redactie ervan dezelfde moeten zijn.

Dit is niet altijd het geval, zoals blijkt uit de volgende voorbeelden:

1° het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk om welke reden de redactie van artikel 8, § 8, van voorontwerp 50.421/4 grondig verschilt van die van artikel 11, § 8, van voorontwerp 50.422/4; gelet op de vereisten bepaald bij artikel 6, lid 2, a), derde alinea, van verordening (EG) 1071/2009, moet de versie van voorontwerp 50.422/4 worden gevolgd;

2° artikel 13, 8°, van voorontwerp 50.421/4 verschilt, wat de Franse versie betreft, van die van artikel 16, § 1, 7° [lees: 16, 7°] van voorontwerp 50.422/4 waarin gebruik wordt gemaakt van het woord “exemption”; het is de Franse versie van voorontwerp 50.421/4 die in aanmerking moet worden genomen;

3° artikel 33, § 7, vijfde lid, tweede zin, van voorontwerp 50.421/4 omvat een zinsnede die noch in de Nederlandse versie van deze bepaling, noch in de overeenkomstige versie van artikel 23, § 8, vierde lid, van voorontwerp 50.422/4 voorkomt; deze tekst dient te worden herzien;

4° terwijl artikel 48, § 3, derde lid, van voorontwerp 50.421/4 bepaalt: “De geldboete staat in verhouding tot de ernst van de feiten en, in voorkomend geval, tot de vermogensvoordelen die zijn verkregen uit de inbreuk, die haar verantwoorden”, wordt in artikel 36, § 3, derde lid, van voorontwerp 50.422/4 geen gewag gemaakt van het mogelijke in aanmerking nemen van “de vermogensvoordelen die zijn verkregen uit de inbreuk”; er moet worden gezorgd voor samenhang tussen de twee voorontwerpen.

Ten slotte benadrukt de afdeling Wetgeving dat het noodzakelijk is elk van de twee voorontwerpen aandachtig te herzien, zowel de Franse als de Nederlandse versie ervan, aangezien deze bestemd zijn om soortgelijke aangelegenheden te regelen met het oog op de gedeeltelijke uitvoering van dezelfde verordening (EG) 1071/2009.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE, L. DETROUX,	staatsraden,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

C. GIGOT P. LIÉNARDY